L'INTERSYNDICALE DE GETRAG FORD TRANSMISSIONS (GFT) APPELLE A 24 HEURES DE GREVE

JEAN-PHILIPPE DEJEAN



Les syndicats FO-CGT-CFTC de l'usine Getrag Ford Transmissions, à Blanquefort (Gironde/Bordeaux Métropole), appellent à la grève pour mettre la pression sur Magna, leur futur propriétaire, mais aussi sur Ford. Ils veulent des réponses précises à leurs attentes, dans un contexte automobile international miné par la crise du Covid-19.

A la suite de l'annonce de la fin de la coentreprise Getrag Ford Transmissions (GFT), commune au constructeur automobile Ford et à l'équipementier canadien Magna, l'intersyndicale FO-CGT-CFTC de l'usine GFT de Blanquefort appelle à un mouvement de grève du mercredi 9 septembre à 22 heures au jeudi 10 septembre à la même heure. L'usine emploie un peu moins de 900 salariés et fabrique la boîte de vitesses manuelle MX65. La fin de la coentreprise va se traduire à Blanquefort par le départ de Ford, qui garde les deux autres usines GFT en Europe, à Cologne (Allemagne) et Halewood (Angleterre), tandis que le site girondin passe sous le contrôle de son associé Magna.

Lire aussi : A Blanquefort, GFT a vécu : Ford se sépare de Magna et les salariés s'inquiètent

La crainte des syndicats est simple : voir Magna, le groupe d'Aurora (dans la banlieue de Toronto), un des plus gros équipementiers automobiles au monde, faire le travail que Ford, à Dearborn (banlieue de Détroit), n'avait pas envie de faire, c'est-à-dire fermer GFT Blanquefort, après que le constructeur américain a mis fin en septembre 2019 à l'activité de l'usine de Ford Aquitaine Industries (FAI), qui était située à quelques centaines de mètres de celle de Getrag.

LE GROUPE MAGNA VA-T-IL RESTER "LES POCHES VIDES" ?

"(...) Depuis de nombreux mois, les organisations syndicales redoutaient cette annonce qui risque de singer la fin du site de Blanquefort. Aujourd'hui, Ford utilise Magna pour disparaître du paysage girondin et du territoire national tout entier, pour éviter une nouvelle atteinte à son image de marque lors de la fin de vie programmée de notre MX65 dès 2023! Ford préfère une nouvelle entreprise indépendante à Blanquefort sans garantir sa pérennité: les dirigeants de Magna ont eux-mêmes reconnu arriver chez nous les poches vides de tout nouveau projet (...) », argumente l'intersyndicale, à laquelle ne participent ni la CFDT, ni la CFE-CGC.

Avec la disparition d'ici début 2021 de GFT, qui n'était qu'un établissement secondaire sans le moindre centre de décision, une nouvelle entreprise filiale de Magna, dont on ne sait encore rien, va être créée à Blanquefort avec comme client le groupe Ford.

LES SYNDICATS NE CROIENT PAS À L'ARRIVÉE D'UN AUTRE CLIENT

Tout en se déclarant vigilants les élus des collectivités se veulent encore optimistes et soulignent qu'avec la garantie d'achat de la production à laquelle Ford s'est engagé, de nouveaux horizons s'ouvrent pour l'usine.

"(...) Ford garantit à l'usine GFT de Blanquefort des volumes de production pendant quatre années, à charge au nouveau propriétaire de prospecter de nouveaux marchés et de faire évoluer les produits (...)" avance ainsi le communiqué commun de la Région Nouvelle-Aquitaine, du Département de la Gironde, de Bordeaux Métropole et des villes de Blanquefort et Bordeaux.

Ce qui ne suffit pas à rassurer l'intersyndicale, d'autant que la crise provoquée par la pandémie de Covid-19 est passée par là, générant de gigantesques stocks de voitures à vendre.

"(...) Comment intégrer un nouveau client lorsque nos capacités de production sont réservées à Ford ? Un nouveau client venu de quelle planète, sachant que tous les constructeurs automobiles saturent déjà en capacité de production de transmission aujourd'hui ? (...)", questionnent ainsi les syndicats.

Lire aussi : Avec son rachat par Magna, le Girondin GFT change d'horizon

LES GRÉVISTES OPPOSÉS À CE DÉPART ÉCLAIR DE FORD

L'intersyndicale martèle ensuite toute une liste de questions pour lesquelles elle veut des réponses : sur la conservation ou non, dans le cadre de la nouvelle entreprise à créer, des acquis sociaux "au-delà d'une durée de 15 mois"; sur le fait que Ford continue à rester ou non client de la nouvelle entreprise ; sur l'arrivée ou non d'un nouveau client potentiel ; sur l'absence de garantie que l'usine continue à fonctionner au-delà de 2024 et enfin et qu'un PSE (plan de sauvegarde de l'emploi) ne soit proposé après cette date.

Cela fait beaucoup d'interrogations et donc d'attentes. Avec au centre un énorme espace vide généré par l'annonce du départ de Ford. L'intersyndicale exige donc que Ford s'engage à garantir une activité d'une durée minimum de 10 ans et le blocage sous séquestre d'une somme de 200 millions d'euros en 2020, afin de garantir "un départ supportable (reconversion ou préretraite) en cas de non-respect de son engagement".